

## Pourparlers de paix

## «L'Afghanistan redeviendra un sanctuaire pour les terroristes»

En négociant avec les talibans, l'Occident abandonne une fois de plus les Afghans, estime l'ex-diplomate Chékéba Hachemi

Yannick Van der Schueren

Les tractations s'intensifient entre les États-Unis et les talibans en vue de parvenir à un accord de paix avant la présidentielle afghane de juillet. Une «ébauche» de traité a été établie avec les insurgés islamistes pour mettre un terme à cette guerre qui dure depuis dix-sept ans, a annoncé à la fin de janvier l'émissaire américain pour l'Afghanistan, Zalmay Khalilzad. Et un nouveau cycle de négociations s'ouvre ce lundi à Doha. Selon le diplomate, les «étudiants en théologie» qui réclament

**Chékéba Hachemi**  
Ancienne diplomate afghane

une Constitution islamique se sont engagés à interdire leur territoire à tout mouvement terroriste, en échange du retrait total des troupes américaines et de l'OTAN. Pour Donald Trump, il y a urgence. Le locataire de la Maison-Blanche entend tenir sa promesse de campagne en tournant rapidement la page de cette intervention militaire qu'il juge inutile et coûteuse.

Cet empressement à négocier un accord de façade avec des fondamentalistes sunnites qui dictent leurs conditions inquiète au plus haut point. Une situation que dénonce avec force Chékéba Hachemi, première femme diplomate afghane en 2001, qui a abandonné sa carrière politique en 2008 après avoir dénoncé la corruption du gouvernement Karzai et qui poursuit aujourd'hui, à 44 ans, son combat pour l'éducation des filles et des femmes à travers son ONG Afghanistan libre.

**Comment interprétez-vous ces négociations avec les talibans?**

De quelles négociations parlez-vous? Il n'y a pas de négociations.



Shir Mohammad Abbas Stanikzai (au centre), le négociateur en chef des talibans afghans. REUTERS/MAXIM SHEMETOV

Le 21 janvier, alors que les pourparlers de paix se poursuivaient au Qatar, les talibans revendiquaient un attentat qui a fait près de 130 morts parmi les membres des forces de sécurité afghanes dans le centre du pays. Ces discussions sont un leurre et ne servent qu'à préparer la sortie des Américains.

**Comment en est-on arrivé là?**

La communauté internationale abandonne une fois de plus l'Afghanistan, comme elle l'a fait en 1999 lorsque les talibans, avec le soutien du Pakistan, avaient lancé leur offensive contre l'opposition emmenée par le commandant Massoud. Les forces de la coalition sont intervenues en 2001, suite au 11 septembre. Leur but était d'éliminer les talibans et Al-Qaïda et d'aider le pays à se reconstruire. Aujourd'hui, après avoir conclu les

accords de Bonn, de Tokyo, de Bruxelles et de Paris et après avoir dépensé des milliards, les Occidentaux se retirent en se donnant bonne conscience en négociant avec les talibans. Ils laissent ainsi le pays entre les mains du terrorisme international, et ce en évacuant totalement les autorités afghanes de la négociation.

**Comment expliquez-vous que les autorités afghanes soient exclues de ces discussions?**

Le gouvernement du président Ashraf Ghani a été mis en place avec l'appui de la communauté internationale et les talibans refusent de négocier avec une autorité qu'ils considèrent comme une marionnette de Washington. Ils ont aussi appelé à tuer tous ceux qui, de près ou de loin, ont collaboré avec les «mécènes», soit avec l'Occident. Or, la seule économie

qui existe en Afghanistan étant celle qui a été créée par la présence étrangère, la majorité de la population est concernée. Quant aux femmes, totalement exclues de ces pourparlers, elles craignent un retour en arrière et le non-respect des progrès et des libertés qu'elles ont durement acquis ces dernières années. Comment parler de paix dans ces conditions?

**Y a-t-il un risque que les talibans reviennent au pouvoir?**

Oui, absolument. Ils sont déjà actifs dans 70% du pays et sont appuyés par les djihadistes du groupe État islamique qui arrivent par l'Ouzbékistan ainsi que les talibans et membres d'Al-Qaïda du Pakistan voisin. Si les Américains se retirent, ce n'est pas l'armée afghane - peu formée et qui ne cesse de perdre des hommes - qui les empêchera de revenir à Kaboul. À cause de la complaisance internationale, on est en train d'assister à la naissance d'un «Terroristan». Les Américains sont en passe de tirer leur révérence sans qu'aucun bilan ne soit fait sur ces années de présence étrangère. Rien n'est prévu pour garantir la pérennité des institutions politiques et militaires ni pour préserver les progrès accomplis pour les droits humains. Les femmes et les milliers d'Afghans qui ont travaillé pour la communauté internationale et les armées étrangères seront les premières victimes de ce désastre programmé.

**Le commandant Massoud, dont vous étiez proche, avait mis en garde la communauté internationale en 2001...**

Lors de sa visite au Parlement européen, à Strasbourg, en avril, cinq mois avant son assassinat par deux membres d'Al-Qaïda, il avait déclaré: «Si vous ne nous aidez pas aujourd'hui à combattre le terrorisme international présent en Afghanistan, demain il se propagera chez vous et ce sera trop tard.» Si les talibans reviennent au pouvoir, la situation sera pire qu'entre 1996 et 2001. À l'époque, Ahmed Chah Massoud avait réussi à garder 3% du territoire afghan. Aujourd'hui, il n'y a plus de Massoud dans notre pays.

## Fisc

## Une multinationale a dû payer 200 de rappels d'im à la Suisse

**Les pratiques d'optimisation fiscale ont coûté très cher au cabinet de conseil Accenture**

Christian Brönnimann et Mario Stäubli

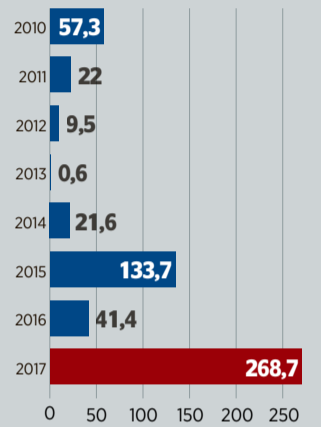
2017 a été une année record pour l'Administration fédérale des contributions (AFC). Sa division spéciale, qui intervient en cas de soupçons de délits fiscaux graves, a déclaré des recettes jamais égales. Grâce à ses enquêtes, près de 270 millions de francs ont été encaissés cette année-là, soit autant que la somme des sept années précédentes.

Selon nos informations, cette anomalie statistique est due à un seul cas: le cabinet de conseil Accenture. Le cas est explosif politiquement, car cette multinationale affirme avoir respecté toutes les conventions fiscales avec les autorités suisses. Elle assure n'avoir fait que les économies d'impôts auxquelles elle avait droit. Rien de plus. Les autorités fiscales locales auraient-elles rompu leurs propres accords? Ou l'entreprise a-t-elle tout de même contourné les règles?

Pour clarifier cette question, il faut remonter à 2001, lorsque le Canton de Schaffhouse annonce fièrement l'installation sur son sol d'Accenture Holding, un cabinet de conseil en affaires internationales dont le chiffre d'affaires annuel s'élevait déjà à l'époque à 10 milliards de dollars (40 milliards aujourd'hui). Ce coup avait pu être réalisé grâce à la politique fiscale avantageuse de Schaffhouse. Et à cette occasion, Accenture avait principalement transféré la propriété intellectuelle au nord-est de la Suisse, notamment de précieux brevets logiciels.

## Amendes et rappels d'impôt

Après enquête de la DAPE, en millions de francs



P. FY SOURCE: DAPE

## La firme

## Accenture, un géant méconnu

Accenture est un géant de l'économie mondiale dont beaucoup n'ont jamais entendu parler. Basé en Irlande, le conglomérat emploie 469 000 personnes dans le monde et conseille les gouvernements et les entreprises. Selon ses propres chiffres, plus des trois quarts des 500 plus grandes entreprises du monde figurent sur la liste de ses clients. Accenture est issu d'un spin-off du cabinet d'audit américain Arthur Andersen. Le nom, utilisé depuis 2001, est un raccourci pour «Accent on the future» (accent sur l'avenir). **M.ST.**

## À la table des négociations

Maintenant qu'ils sont redevenus fréquentables, les talibans n'ont plus besoin de se cacher. Ils ont d'ailleurs annoncé avoir renforcé leur équipe de négociateurs en vue de la suite des pourparlers de paix ce lundi, au Qatar. Ils seront 14, contre 11 précédemment. Parmi eux, plusieurs chefs de file historiques du mouvement, dont cinq ex-détenus de la prison de Guantánamo libérés en 2014 en échange d'un officier américain.

Pour compléter la délégation, le porte-parole des talibans a aussi demandé la libération de Anas Haqqani - frère de Sirajuddin Haqqani, l'adjoint du leader des talibans, Hibatullah Akhundzada - arrêté en octobre 2014 par les services secrets afghans. Le réseau Haqqani, fondé par leur père Jalaluddin Haqqani, décédé en septembre, est considéré comme un groupe terroriste par les États-Unis. **Y.V.**

## L'appel du pape François contre la pédophilie

**Le pape François a comparé dimanche les abus sexuels sur mineurs par le clergé aux «sacrifices des rites païens»**

«Aucun abus ne doit jamais être couvert et sous-évalué», a déclaré dimanche le pape François en clôturant quatre jours d'un sommet inédit de l'Église catholique sur ce sujet. «Cela me rappelle la pratique religieuse cruelle, répandue par le passé dans certaines cultures, qui consistait à offrir des êtres humains - spécialement des enfants - en sacrifice dans les rites païens.» À l'issue d'une messe dans la Salle royale du Palais apostolique, il a promis que les directives utilisées par les conférences épiscopales pour prévenir les abus et punir les auteurs seraient revues et renforcées, et que l'Église ne reculerait «devant aucun effort» pour traduire en justice les auteurs d'abus. Les défenseurs des victimes ont

exprimé leur déception, affirmant que le pape se contentait de répéter ses anciennes promesses et n'avait présenté que peu de propositions concrètes. «On n'est pas surpris, mais on est déçus», a commenté la Suisse Jean-Marie Fürbringer, une des victimes du père Joël, présent sur la place Saint-Pierre. «Honnêtement, c'est un blabla pastoral, la faute du diable. Ils noient le poisson, ça permet de ne pas aborder directement les problèmes de l'Église.»

De fait, le pape a consacré un très long développement aux statistiques sur les abus sexuels dans toutes les sphères de la société, notamment dans les familles, les écoles et les milieux sportifs. «Nous sommes donc devant un problème universel et transversal», a-t-il insisté. Ce crime doit être «effacé de la face de la Terre», a-t-il ajouté, en précisant que la définition juridique de la minorité, fixée à 14 ans au sein de l'Église, sera relevée pour mieux protéger les mineurs. **ATS/Reuters**

## Cuba Vote sur la Constitution

Les Cubains votaient dimanche sur leur nouvelle Constitution, qui réaffirme le caractère socialiste du pays face aux pressions de Washington. Prévue pour adapter la Constitution de 1976 à l'ouverture économique de l'île, la réforme reconnaît le marché, la propriété privée et les investissements étrangers comme nécessaires pour relancer la croissance. **ATS**

## Le chiffre 156

**C'est le nombre de personnes, au moins, qui ont péri dans le nord-est de l'Inde après avoir bu de l'alcool frelaté, a annoncé la police dimanche, tandis qu'au moins 200 victimes étaient toujours hospitalisées. Un autre drame dans des circonstances identiques est survenu il y a moins de deux semaines. ATS**

## Algérie



**La police a fait usage, dimanche, de gaz lacrymogènes à Alger pour disperser des centaines de manifestants qui dénonçaient pour la 3e journée d'affilée la candidature de Bouteflika à un 5e mandat présidentiel. Reuters**

## Nigeria Violences électorales

Les violences qui ont émaillé l'élection présidentielle samedi ont fait jusqu'à 39 morts, selon des organisations issues de la société civile. Deux candidats se détachent: le président sortant Muhammadu Buhari, 76 ans, et l'homme d'affaires Atiku Abubakar, 72 ans. Les analystes s'attendent à un duel serré entre ces deux hommes. **Reuters**

## Payés pour pirater le système

**Le système sera soumis à un véritable «stress test» par des hackers. Pas de quoi faire taire les critiques**

Comment savoir si un système informatique est infailible? En proposant aux hackers du monde entier de l'attaquer, contre rémunération. C'est en tout cas l'idée de la Confédération et de La Poste Suisse pour tester la fiabilité de son programme de vote électronique. Du 25 février au 24 mars, le système d'e-voting destiné notamment au Canton de Neuchâtel dès 2020 sera soumis à un véritable «stress test»: pendant un mois, les pirates informatiques auront le loisir de lancer des attaques contre le système, en tentant de manipuler les résultats d'un scrutin fictif, de lire les suffrages exprimés, de violer le secret du vote ou encore de mettre hors service les dispositifs de sécurité.

Les hackers sont plus de 2500 à s'être inscrits depuis les quatre coins du globe sur le site créé à cet effet. «Un succès», se réjouit la porte-parole de La Poste Nathalie Déröbert Fellay. Si un quart sont Suisses, les autres viennent des États-Unis, de France, d'Inde, de Turquie ou encore de Roumanie. En tout, près d'une vingtaine de pays sont représentés. Les meilleurs se répartiront un prix de 250 000 francs, en fonction de la rapidité et du niveau de gravité de la faille détectée.

Depuis le début des années 2000, dix cantons se sont lancés dans le scrutin électronique. Deux systèmes ont jusqu'ici été testés, celui de La Poste et celui développé par l'État de Genève. Ce dernier, déclaré trop coûteux, sera abandonné dès 2020. Reste donc le système du géant jaune pour passer de la phase expérimentale à la définitive. Mais la fiabilité du système est, comme